

*Questions orales*

Nous avons offert à la Colombie-Britannique des conditions d'une générosité sans précédent. Le gouvernement fédéral a proposé plus de 100 millions. Je regrette que le gouvernement provincial n'ait pas jugé cette somme suffisante pour justifier la poursuite des négociations. Je peux néanmoins assurer au chef de l'opposition officielle que notre offre généreuse tient toujours.

Si, un jour, la Colombie-Britannique change d'avis, nous enverrons une équipe de représentants du gouvernement fédéral et du peuple canadien là où le gouvernement provincial voudra les rencontrer, pour reprendre les négociations au sujet de ce parc.

ON DEMANDE QUE LE PREMIER MINISTRE INTERVIENNE

**Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition):** Le ministre attache sans doute suffisamment d'importance à cette question, dans le cadre des responsabilités que les Canadiens lui ont confiées par l'entremise du premier ministre, pour demander au chef du gouvernement, le premier ministre, d'intervenir directement auprès de son homologue provincial afin de persuader la Colombie-Britannique de reprendre les négociations avec les représentants fédéraux pour sauver ce trésor inestimable qu'il ne sera jamais possible de restaurer à moins d'une intervention immédiate. J'espère que le premier ministre va promettre à la Chambre de communiquer immédiatement avec M. Vander Zalm.

**L'hon. Tom McMillan (ministre de l'Environnement):** Monsieur le Président, si un parc national n'est pas créé dans la région sud de Moresby, on ne pourra pas dire que le gouvernement canadien, et encore moins le premier ministre, n'auront pas déployé tous les efforts voulus. Je peux dire au chef de l'opposition, à la Chambre et à la population tout entière que j'ai obtenu l'appui non seulement de tous les partis pour la création d'un parc national, mais également du premier ministre, du vice-premier ministre et du caucus du gouvernement, y compris les députés ministériels de Colombie-Britannique.

● (1420)

Notre offre de 106 millions va au-delà de tout ce qu'un gouvernement fédéral a jamais offert pour créer un parc dans une province ou un territoire. A une exception près, ces 106 millions représentent davantage que tout ce que le gouvernement fédéral a consacré aux autres parcs nationaux réunis.

**Des voix: Bravo!**

ON DEMANDE LA RÉOUVERTURE DES NÉGOCIATIONS

**Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, le ministre a parfaitement raison de dire qu'il a l'appui de la Chambre. Le 14 mai, il avait l'appui d'absolument tous les députés présents pour la création d'un parc national, pour la protection des droits du peuple Haida, pour un moratoire sur l'exploitation forestière de cette région et pour le versement d'une indemnité raisonnable aux bûcherons qui risquent de perdre leur emploi. Il avait l'appui total de la Chambre des communes.

Le gouvernement du Canada a toujours refusé de révéler sa stratégie dans les négociations avec la province de la Colombie-Britannique. Lorsqu'il a prêté serment, puis à nouveau le 14 mai, le ministre a promis d'obtenir des résultats concrets. Nous avons échoué. Le ministre a échoué.

Compte tenu du fait que la question relève de la province de la Colombie-Britannique, pour quelle date le ministre, par l'intermédiaire du premier ministre, en usant de toute l'influence du gouvernement fédéral et en mobilisant l'opinion publique dans tout le pays et notamment en Colombie-Britannique, va-t-il persuader le premier ministre de la province de retourner à la table de négociations avec son ministre et va-t-il obtenir un résultat concret afin de sauver l'île de Moresby?

**Des voix: Bravo!**

**L'hon. Tom McMillan (ministre de l'Environnement):** Monsieur le Président, si le dossier de la région sud de Moresby n'aboutit pas, ce sera un échec non seulement pour le ministre de l'Environnement, et pour le gouvernement actuel, mais aussi pour tout le pays. Comme je l'ai déjà dit à la Chambre des communes, nous verrons si nous arriverons à avoir le courage et la volonté de sauver cette région sauvage magnifique; l'issue de ce projet sera le reflet de nos valeurs de pays civilisé.

Cela dit, nous avons offert non seulement 106 millions de dollars mais nous avons fait de surcroît une offre généreuse à la province de la Colombie-Britannique: nous avons proposé d'indemniser les deux grandes compagnies forestières concernées, la Western Forest Products et la MacMillan Bloedel. Nous avons proposé d'indemniser l'entrepreneur, Frank Beban, comme jamais auparavant. Nous avons préparé une offre intéressante même pour les bûcherons. Nous avons proposé de faire participer le peuple Haïda à la création d'un parc national et à son administration, non seulement à titre de gardiens adjoints recevant un petit salaire mais aussi comme conservateurs et interprètes du patrimoine de l'île de Moresby. La Couronne fédérale n'aurait pas pu faire une offre plus magnanime que la nôtre à la Couronne provinciale.

J'exhorte le chef de l'opposition, son parti et tous les députés à mobiliser toutes nos ressources pour faire triompher la sagesse dans cette entreprise internationale très importante.

**Des voix: Bravo!**

LES ÎLES DE LA REINE-CHARLOTTE—LES DROITS ANCESTRAUX  
DES HAÏDAS

**M. Keith Penner (Cochrane—Supérieur):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre. Comme il le sait pertinemment, les Haïdas vivent dans les îles de la Reine-Charlotte. Ils prétendent avoir des droits ancestraux sur ces îles, car ils y habitent depuis des milliers d'années. En fait, le gouvernement fédéral a reconnu le bien-fondé de leur revendication en 1983.